

Le nouveau président de Curaviva Suisse, Laurent Wehrli, s'exprime sur les défis à venir : "Nous devons être beaucoup plus proactifs, pas seulement réactifs"

Autor(en): **Seifert, Elisabeth / Weiss, Claudia / Wehrli, Laurent**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Curaviva : revue spécialisée**

Band (Jahr): **10 (2018)**

Heft 3: **La direction d'EMS : les défis de la fonction et les nouvelles approches**

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-841465>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le nouveau président de Curaviva Suisse, Laurent Wehrli, s'exprime sur les défis à venir

«Nous devons être beaucoup plus proactifs, pas seulement réactifs»

Le 19 juin dernier, à Genève, l'Assemblée des délégués a élu Laurent Wehrli, conseiller national, à la présidence de Curaviva Suisse. Dans cet entretien, il nous explique pourquoi il veut construire un pont entre le monde politique et celui des institutions.

Propos recueillis par Elisabeth Seifert et Claudia Weiss

Monsieur Wehrli, vous êtes conseiller national, syndic de Montreux, dirigeant d'une PME, gérez plus de trente mandats. Vous êtes désormais également président de Curaviva Suisse. Pourquoi endosser cette responsabilité supplémentaire?

Laurent Wehrli – Nombre de mes mandats sont en lien avec mes responsabilités de syndic de Montreux, et ne sont donc pas, en tant que tels, des charges supplémentaires. Par ailleurs, mon mandat auprès de Pro Familia Suisse touche à son terme, après douze ans, ce qui me permet de disposer à nouveau de davantage de disponibilité. Dans le cadre de mon engagement pour Pro Senectute, je m'intéresse particulièrement aux problématiques liées aux personnes dites âgées. J'insiste sur ce terme à dessein: car les seniors aujourd'hui sont très dynamiques et ont de multiples intérêts.

Qu'est-ce qui vous intéresse dans ce rôle de président de Curaviva Suisse?

Le fait de s'engager auprès d'institutions qui agissent pour les personnes qui ont un besoin d'assistance est pour moi très important. Cela fait longtemps que je m'engage dans des causes sociales: je suis notamment président du Conseil de politique

sociale du canton de Vaud. Je pense qu'il est essentiel de construire un pont entre le monde politique et celui des institutions.

Les institutions ne sont pas assez présentes sur le plan politique?

Il faut renforcer les liens entre les institutions et le monde politique. C'est pourquoi il était très important pour les instances de décision de Curaviva Suisse que le prochain président soit à nouveau un politicien, et pas un spécialiste. Je connais bien le domaine social et celui de la santé, mais je n'en suis pas un professionnel. Il est nécessaire d'avoir au comité directeur de Curaviva Suisse un mélange équilibré de spécialistes et de représentants de la société civile. Les professionnels ont besoin d'un porte-parole qui puisse relayer leur message auprès de l'opinion publique. Et à l'inverse, les préoccupations de la société en général doivent pouvoir être entendues par les institutions.

Où en est Curaviva à l'heure actuelle? Où voyez-vous les défis à relever à l'avenir?

Ces dernières années, Curaviva Suisse a réussi à renforcer les liens entre divers domaines spécialisés. Les institutions actives auprès des personnes âgées, des adultes avec handicap, des enfants et des adolescents sont aujourd'hui réunies sous un seul toit. Le défi pour l'avenir consiste à mieux faire connaître Curaviva du grand public. Sous la coupole fédérale, par exemple, donc parmi les parlementaires, très peu nombreux sont ceux qui connaissent aujourd'hui l'association. On connaît les institutions, mais pas assez Curaviva. Le fait de renforcer sa visibilité aux yeux des politiques tant au niveau fédéral qu'au niveau des cantons et des conférences intercantionales est important. Et ça le sera de plus en plus à l'avenir.

«Il faut renforcer les liens entre les institutions et le monde politique.»

>>

**Est-ce une critique adressée à la direction précédente?
N'est-ce pas la mission d'une association que de représenter
ses membres auprès du public?**

Absolument pas : il ne s'agit en aucun cas d'un jugement critique à l'égard de ceux qui ont effectué un remarquable travail ces dernières années. Comme je l'ai dit, ils ont su réorganiser l'association en intégrant et en renforçant ces trois domaines de compétence. Aujourd'hui, il s'agit de faire fonctionner cette nouvelle organisation et, surtout, de communiquer vers l'extérieur.

Quelle est votre vision pour Curaviva?

Avant tout, je veux souligner qu'il ne s'agit pas de ma seule vision personnelle. Ma tâche en tant que président est, à mon sens, de rassembler pour avancer. Avec pour objectif, entre autres, d'amener les décideurs à se tourner vers Curaviva lorsqu'il est question de structures médico-sociales, d'institutions pour personnes en situation de handicap ou d'institutions pour enfants ou adolescents. Mais aussi d'améliorer la coopération entre associations et organisations à l'échelle de la Suisse, y compris sur les thématiques où Curaviva est active: par exemple, renforcer la collaboration avec l'association Insos Suisse ainsi qu'avec d'autres partenaires. C'est l'une de mes préoccupations majeures.

**Jusqu'à présent, votre implication sur les questions de santé
et de politique sociale s'est faite essentiellement au niveau
communal et cantonal...**

Au niveau national, il faut mentionner mes mandats pour Pro Familia et Pro Senectute. Quant au Conseil de politique sociale vaudois, que je préside, il dispose d'un très large pouvoir de décision. Au niveau communal, en tant que syndic de Montreux, je m'occupe en permanence de questions liées à la vieillesse. Qu'il s'agisse de la place de nos aînés dans la société ou des soins et du suivi, tant au domicile qu'en maison de retraite. Une des priorités actuelles est la flexibilité de l'offre et la perméabilité des formes d'habitat. Je pense qu'il est essentiel de pouvoir disposer d'un choix adapté en matière de logements protégés. Pour faciliter au mieux la transition vers une nouvelle période de la vie des personnes âgées. Mais les coûts élevés empêchent encore trop souvent d'avoir recours à ce choix. C'est là que nous devons trouver des solutions.

**Une possibilité serait d'augmenter les prestations complémentaires (PC): c'est une approche que Curaviva prône
activement, malheureusement sans grand écho au Parlement
pour l'instant...**

Curaviva Suisse fait un superbe travail pour promouvoir des modèles d'habitat nouveaux et plus souples pour les personnes âgées. Je plaide pour une hausse des prestations complémentaires pour les appartements protégés. Mais pour que cet objectif trouve une écoute attentive au niveau politique, il faut que Curaviva fasse encore mieux passer son message.

**Le canton de Vaud passe pour être particulièrement engagé
dans le domaine social. Comment l'expliquez-vous?**

Dans le canton de Vaud, nous avons réalisé que l'union fait la

force. Dans le domaine social, nous avons noué des liens étroits entre le canton et les communes. L'autorité compétente est le Conseil de politique sociale, dont font partie trois conseillers d'État: ceux en charge de la santé et de l'action sociale, de la formation et de l'économie. Auxquels s'ajoutent les représentantes et représentants des communes et des régions sociales. Le Conseil élabore l'ensemble des lois impliquant ou touchant au domaine social. Par ailleurs, parallèlement à cette étroite coopération avec les autorités, les associations et organisations concernées dans le canton s'impliquent très activement et collaborent efficacement.

**«Il est essentiel de
pouvoir disposer
d'un choix adapté de
logements
protégés.»**

**La Suisse présente une grande diversité culturelle. Qu'est-ce
que cela signifie pour votre travail?**

Les différences culturelles peuvent se traduire par une approche différente face à un problème donné. S'ajoute à cela la différence de perception entre villes et campagnes. Il est évident que cela constitue un défi pour l'engagement à l'échelle

**Atelier «CURA est notre
mission, VIVA notre but»**

Avant l'assemblée du 19 juin 2018, Curaviva Suisse a invité les délégués à participer à l'orientation future de l'association et à verser leurs attentes et propositions au processus stratégique en cours.

Priorité à la défense des intérêts au niveau national

Sous la devise «CURA est notre mission – VIVA notre but», la quarantaine de participants à l'atelier ont discuté des axes de développement et des objectifs stratégiques de l'association. Véronique Achermann, directrice de l'entreprise de conseil Oktopus qui accompagne le projet stratégique, s'est réjouie de la qualité des débats. Elle a pu présenter des premiers résultats devant l'Assemblée des délégués: «Au cours des ateliers, la représentation des intérêts au niveau national est clairement apparue comme la priorité.» Pour cela, il faut que Curaviva Suisse s'impose auprès des autorités, des politiques et des médias comme un partenaire et convainque par ses compétences et son professionnalisme. Les workshops ont également permis de souligner l'importance de la proximité clients de Curaviva Suisse avec ses institutions membres. La loyauté et l'engagement des clients n'existent que si l'association oriente clairement son action vers les besoins des clients, à l'avenir aussi. «Les participants ont également relevé l'importance d'un financement durable et d'une utilisation judicieuse et efficace des ressources», a ajouté Véronique Achermann.

Au cours des mois à venir, les Conférences spécialisées, la Direction et le Comité de Curaviva Suisse préciseront les lignes stratégiques, avec l'objectif de présenter à l'Assemblée des délégués 2019 une stratégie 2025 simple, claire, axée sur l'action et les avantages pour les clients.



Laurent Wehrli, président nouvellement élu de Curaviva Suisse, se présente devant l'Assemblée des délégués. Né en 1965 à Montreux, il en est aujourd'hui le syndic. Depuis 2015, il est également conseiller national (PLR). Il s'intéresse également depuis de nombreuses années aux questions de politique sociale et de santé. Il est marié et père de cinq enfants. Photo: Donovan Wyrsh

nationale de Curaviva. Dans un certain nombre de cantons, les communes ont, par exemple, un rôle très important dans l'organisation et le financement des structures médico-sociales. Dans le canton de Vaud, à l'inverse, les établissements médico-

«Il faut que nous nous impliquions dans le processus politique.»

sociaux sont rassemblés au sein d'une organisation cantonale, dirigée et financée conjointement par le canton et les communes. Pour une association comme Curaviva, il s'agit de rassembler et d'analyser les exemples de bonnes pratiques dans les

différents cantons. Et là, on peut certainement faire encore plus. Le fédéralisme est l'une des forces de la Suisse, mais reste trop peu exploité.

Outre la pluralité culturelle suisse, Curaviva Suisse doit arriver à faire cohabiter des institutions issues de trois domaines spécialisés...

Là aussi il faut que nous mettions le fédéralisme en pratique. Il ne s'agit pas de fusionner ces trois domaines spécialisés: ils n'ont ni la même mission ni les mêmes clients. Mais les institutions dédiées à la prise en charge stationnaire des personnes âgées, comme celles pour les adultes en situation de handicap et celles pour les enfants et les adolescents, doivent gérer des responsabilités semblables. Je pense par exemple à la gestion du personnel, aux questions relatives à l'assurance qualité, et, de manière générale, à tout ce qui relève du management. Les institutions, quel que soit leur domaine, peuvent apprendre les

unes des autres. Favoriser cet échange, c'est une formidable opportunité pour Curaviva.

Comment comptez-vous intégrer les préoccupations de la branche institutionnelle dans votre travail politique au niveau national?

Au niveau national, et s'agissant de questions spécifiques au fonctionnement des institutions, nous nous positionnerons selon leur point de vue. C'est du reste déjà ce que fait Curaviva Suisse aujourd'hui. Mais il fait sens de s'investir bien en amont de la procédure de consultation, par exemple en prenant part aux travaux des groupes chargés d'élaborer un projet de loi. C'est là que je vois la grande force de notre association. Dans l'intérêt des institutions, il faut que nous nous impliquions dans le processus politique. Ne plus seulement réagir mais nous impliquer bien plus activement à l'avenir. Curaviva doit être encore mieux perçue et reconnue comme une force, génératrice d'idées et de propositions. ●

Toutes les décisions, les présentations, la nouvelle composition du Comité et de la Commission de gestion, ainsi que les photos de l'Assemblée des délégués 2018 sont disponibles sur www.curaviva.ch > Association.

Texte traduit de l'allemand
